

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11 rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Base de données de recherche en lig		
Solicitation No. - N° de l'invitation 47104-136855/B	Date 2014-05-20	
Client Reference No. - N° de référence du client 1000306855		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$PD-001-65140		
File No. - N° de dossier pd001.47104-136855	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-06-13		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Rinaldo(pd div.), Rosella		Buyer Id - Id de l'acheteur pd001
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-0001 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 956-8799
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: CANADA BORDER SERVICES AGENCY 11TH FL. 300 SLATER ST OTTAWA Ontario K1A0L8 Canada		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Issuing Office - Bureau de distribution

Commercial Acquisitions & Fast Track Procurement
Div/Div des Acquisitions commerciales et achats en régime accéléré
11 Laurier St. / 11 rue Laurier
6B3, Place du Portage
Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Solicitation No. - N° de l'invitation

47104-136855/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pd001

Client Ref. No. - N° de réf. du client

1000306855

File No. - N° du dossier

pd00147104-136855

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro 47104-136855/A, datée du 2 avril, 2014 , dont la date de clôture était le 6 mai, 2014, à 2:00 PM HAE. Un compte rendu ou une rencontre de rétroaction sera offert sur demande aux soumissionnaires, aux offrants ou aux fournisseurs qui ont présenté une offre dans le cadre de la demande de soumissions précédente.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements - en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations relatives au Code de conduite - Attestations préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Responsables
5. Paiement
6. Instructions relatives à la facturation
7. Attestations
8. Lois applicables
9. Ordre de priorité des documents
10. Exigences en matière d'assurances

Liste des annexes

- Annexe « A » Énoncé des travaux
Annexe « B » Base de paiement
Annexe « C » Modalités de la licence pour l'en ligne produits de information de Canada

Annexe « D » Critères de l'évaluation

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**1. Introduction**

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations : comprend les attestations à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les Modalités de la license pour l'en ligne produits de information de Canada et les Critères de l'évaluation

2. Sommaire

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a toujours un besoin manifeste d'accéder à des données factuelles exactes et à jour, ainsi qu'à des données historiques concernant diverses entités (canadiennes, étrangères, publiques, privées, organisationnelles et individuelles) et leurs activités fonctionnelles, financières et relationnelles. L'ASFC doit aussi être informée à propos des événements internationaux et des nouvelles locales du monde entier en ce qui concerne la sécurité publique, les dossiers publics, les procédures judiciaires, des activités opérationnelles et des données financières.

Ces renseignements s'avéreront utiles lors de la prise de décisions ou en appui à la prise de décisions par des employés de l'ASFC. Les renseignements utilisés peuvent aussi faire l'objet d'un examen dans le cadre de procédures judiciaires; ils doivent donc être obtenus auprès de sources reconnues et fiables. Des renseignements exacts, exhaustifs et fiables sont nécessaires pour réduire au minimum les risques lorsqu'il faut prendre des décisions en temps réel et dans des délais serrés.

La présente demande de soumissions vise l'attribution d'un (1) contrat d'une durée d'un (1) an, assorti de tout au plus cinq (5) options irrévocables d'un (1) an chacune permettant au Canada de prolonger la durée du contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation

47104-136855/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pd001

Client Ref. No. - N° de réf. du client

1000306855

File No. - N° du dossier

pd00147104-136855

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Le besoin est assujetti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Les soumissionnaires doivent fournir une liste de noms ou tout autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2004.

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003, (2014-03-01) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : cent quatre-vingt (180) jours

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Solicitation No. - N° de l'invitation

47104-136855/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pd001

Client Ref. No. - N° de réf. du client

1000306855

File No. - N° du dossier

pd00147104-136855

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I: Soumission technique (ne comprenant aucune référence au prix) (2 copies papier et une copie électronique)

Section II: Soumission financière (1 copie papier)

Section III: Attestations (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les

Solicitation No. - N° de l'invitation

47104-136855/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pd001

Client Ref. No. - N° de réf. du client

1000306855

File No. - N° du dossier

pd00147104-136855

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe C. Le montant total de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Section III: Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

a) Critères techniques obligatoires

Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes "doit", "doivent" ou "obligatoire". Les soumissions qui ne respectent pas chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées.

b) Critères techniques cotés

Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme "cotées" ou par voie de référence à une note. Les soumissionnaires qui ne présentent pas de soumissions complètes contenant tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions verront leurs soumissions cotées en conséquence. Les exigences cotées sont décrites à **l'annexe D**.

Les propositions doivent obtenir la note globale minimale de passage de soixante-dix pour cent (70 %). Toutes les propositions qui n'atteignent pas la note de passage seront jugées irrecevables. Cette évaluation prendra la forme d'une validation des énoncés et des pièces justificatives contenues dans les réponses, c'est-à-dire de l'information dont la portée et la profondeur sont suffisantes pour satisfaire aux critères cotés décrits dans cette demande de soumissions, ses appendices et ses annexes. À défaut d'exposer, de documenter et de démontrer la conformité aux critères cotés, complètement et clairement, le soumissionnaire sera désavantagé dans l'évaluation.

2. Méthode de sélection

Pour être jugée recevable, une soumission doit :

- a) être conforme à toutes les exigences de l'appel d'offres;
- b) respecter tous les critères d'évaluation techniques obligatoires;
- c) obtenir une note globale minimale de soixante-dix pour cent (70 %) de la valeur des points alloués pour les critères cotés. La note est basée sur une échelle de 33 points.

Les propositions qui ne satisfont pas aux exigences en a), b) ou c) ci-dessus seront rejetées. On recommandera d'attribuer un contrat au soumissionnaire ayant présenté la proposition recevable la plus basse. Lorsque deux propositions recevables ou plus obtiennent la même note, on

recommandera que le contrat soit attribué à l'entrepreneur dont la proposition a obtenu le nombre le plus élevé de points cotés (en calculant la somme de tous les points attribués).

2.1 Prise en considération des modalités additionnelles comprises dans la soumission classée au premier rang (suite à l'évaluation financière)

L'acceptation de toutes les modalités et conditions contenues dans la partie 7 - Clauses du contrat subséquent (y compris celles relatives aux licences et celles qui sont incorporées par renvoi) constitue une exigence obligatoire de cette demande de soumissions.

Toutefois, les soumissionnaires peuvent, dans le cadre de leur soumission, présenter des modalités additionnelles. L'inclusion ou non de ces modalités dans tout contrat subséquent (en tant qu'annexe, conformément à l'article intitulé « Ordre de priorité des documents » dans les clauses du contrat subséquent) sera déterminée à l'aide du processus en cinq étapes décrit ci-après. Quant à savoir si les modalités additionnelles proposées sont acceptables pour le Canada, la décision est entièrement à la discrétion du Canada.

Le processus est le suivant:

les soumissions peuvent comprendre des modalités additionnelles, qui sont proposées comme modalités supplémentaires aux clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires ne devraient pas présenter les modalités standard de licence intégrales de l'éditeur;

dans les cas où un soumissionnaire a présenté les modalités standard de licence intégrales de l'éditeur, le Canada exigera que le soumissionnaire retire ces modalités et qu'il présente seulement les modalités qu'il souhaite que le Canada prenne en considération;

le Canada examinera les modalités additionnelles proposées par le soumissionnaire classé au premier rang (établi après l'évaluation financière) afin de déterminer si certaines des dispositions proposées par le soumissionnaire sont inacceptables pour le Canada;

si le Canada détermine qu'une modalité proposée est inacceptable pour le Canada, ce dernier avisera le soumissionnaire, par écrit, et lui fournira l'occasion de retirer cette disposition de sa soumission ou de proposer une formulation de remplacement pour examen par le Canada. Le Canada peut préciser un délai de réponse au soumissionnaire. Si le soumissionnaire présente une nouvelle formulation que le Canada juge inacceptable, le Canada n'est pas obligé de lui fournir une autre occasion de proposer une formulation de remplacement;

si le soumissionnaire refuse de retirer les dispositions inacceptables pour le Canada de sa soumission dans le délai prescrit par le Canada dans son avis, la soumission sera jugée irrecevable et rejetée; le Canada peut alors passer à la soumission classée au rang suivant;

si le soumissionnaire accepte de retirer les dispositions inacceptables pour le Canada et qu'il se voit attribuer tout contrat subséquent, les modalités additionnelles (telles que modifiées) seront incorporées en tant qu'annexe au contrat, conformément à l'article intitulé « Ordre de priorité des documents » dans les clauses du contrat subséquent.

Pour plus de certitude et afin de garantir que seules les modalités additionnelles qui ont été approuvées par les deux parties sont incorporées dans tout contrat subséquent, à moins que les modalités additionnelles proposées par le soumissionnaire ne soient jointes en tant qu'annexe distincte au contrat et paraphées par les deux parties, elles ne seront pas considérées comme faisant partie de tout contrat subséquent (même si elles font partie de la soumission qui est incorporée par renvoi dans le contrat

Solicitation No. - N° de l'invitation

47104-136855/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pd001

Client Ref. No. - N° de réf. du client

1000306855

File No. - N° du dossier

pd00147104-136855

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

subséquent). Que le Canada se soit opposé ou non à ces modalités dans le cadre des procédures décrites ci-dessus, le fait que certaines modalités et conditions aient été incluses dans la soumission n'entraînera pas l'application de ces modalités à tout contrat subséquent.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires pendant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Attestations relatives au Code de conduite - Attestations préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste en vertu de l'article 01 des Instructions uniformisées 2003, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe requise à cet égard, aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

2 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

2.1 Attestation des prix

Le soumissionnaire atteste que le prix proposé n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A.

Au moment de l'attribution du contrat, la clause suivante doit être remplie et s'appliquera :

L'entrepreneur doit fournir une base de données de recherche en ligne, conformément au besoin décrit à l'annexe A.

1.1 Biens optionnels: L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à l'annexe B, Base de paiement, du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/index.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2030 (2014-03-01), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Supprimer 2030 (26) Responsabilités

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

- (i) La **période du contrat** débute à la date d'attribution du contrat et se termine un an après la celle-ci.
- (ii) Les **périodes de prolongation**, si le Canada exerce les options, le cas échéant, sont établies dans le contrat.

3.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus quatre (5) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, selon les mêmes conditions.

L'entrepreneur convient que, pendant la période de prolongation du contrat, le paiement se fera conformément aux dispositions applicables établies dans la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 10 jours civils avant la date d'expiration du marché. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

4. Responsables

4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Rosella Rinaldo
Titre : Spécialiste en approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction des produits commerciaux et de consommation - Division PR

Adresse : Place du Portage, Phase III, 6A2
11, rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone : 819-956-0001
Courriel : rosella.rinaldo@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

4.2 Chargé de projet du client (sera identifié dans tout contrat subséquent)

Le chargé de projet du client pour le contrat est :

Nom :
Titre :

Adresse :

Numéro de téléphone :
Numéro de télécopieur :
Courriel :

Le chargé de projet du client représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec

le chargé de projet du client; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante de TPSGC.

4.3 Autorité responsable du client (sera identifiée dans tout contrat subséquent)

L'autorité responsable du client pour le contrat est :

Nom :

Titre :

Adresse :

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopieur :

Courriel :

L'autorité responsable du client (ou le représentant délégué) est chargé d'approuver et d'émettre chaque autorisation de tâches (AT) ou modification à l'autorisation de tâches (MAT) dans le cadre du présent contrat. Toute modification d'une AT ou MAT approuvée et émise ne peut être confirmée que par une MAT approuvée subséquente, émise par l'autorité responsable du client.

4.4 Représentant de l'entrepreneur (sera déterminé dans tout contrat subséquent)

Le représentant de l'entrepreneur est :

Nom :

Titre :

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopieur :

Courriel :

5. Paiement

5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé(s) dans l'annexe B, Base de paiement. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

5.2 Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- (i) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;

- (ii) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (iii) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à la section « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux inscrits sur la facture soient complétés. En plus de l'article 13 - Présentation des factures des conditions générales 2030;

- (a) Le numéro de contrat du gouvernement du Canada, inscrit sur la page couverture dudit contrat, doit être inscrit sur la facture.
- (b) La période du contrat doit être inscrite sur la facture.
- (c) Le nom de l'autorité contractante ne doit pas être inscrit sur la facture, mais une copie de celle-ci doit lui être transmise.
- (d) Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - i. L'original et une (1) copie doivent être envoyées à l'adresse indiquée sur la page 1 du contrat, à des fins de validation et de paiement.
 - ii. Une (1) copie doit être transmise à l'autorité contractante et une (1) copie au responsable des approvisionnements du client, identifiés à la section Responsables du contrat.

7. Attestations

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

8. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires 2030 (2011-05-16), comme modifié dans l'article 2.1;
- (c) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;

Solicitation No. - N° de l'invitation

47104-136855/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pd001

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

1000306855

pd00147104-136855

-
- (d) l'Annexe « B », Base de paiement;
 - (e) l'Annexe « C », Modalités de la license pour l'en ligne produits de information de Canada;
 - (f) la soumission de l'entrepreneur datée du (inscrire la date de la soumission)

ANNEXE A**ÉNONCÉ DES TRAVAUX****Acquisition d'une base de données de recherche en ligne****1. OBJET**

L'Agence des services frontaliers du Canada souhaite acquérir un abonnement à une base de données en ligne pour effectuer des recherches sur le droit, le gouvernement, l'exécution de la loi, la gestion du risque, les entreprises, le milieu universitaire et la comptabilité.

2. CONTEXTE

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a toujours un besoin manifeste d'accéder à des données factuelles exactes et à jour, ainsi qu'à des données historiques concernant diverses entités (canadiennes, étrangères, publiques, privées, organisationnelles et individuelles) et leurs activités fonctionnelles, financières et relationnelles. L'ASFC doit aussi être informée à propos des événements internationaux et des nouvelles locales du monde entier en ce qui concerne la sécurité publique, les dossiers publics, les procédures judiciaires, des activités opérationnelles et des données financières.

Ces renseignements s'avéreront utiles lors de la prise de décisions ou en appui à la prise de décisions par des employés de l'ASFC. Les renseignements utilisés peuvent aussi faire l'objet d'un examen dans le cadre de procédures judiciaires; ils doivent donc être obtenus auprès de sources reconnues et fiables. Des renseignements exacts, exhaustifs et fiables sont nécessaires pour réduire au minimum les risques lorsqu'il faut prendre des décisions en temps réel et dans des délais serrés.

3. BESOIN

L'entrepreneur doit donner accès, au moyen d'un abonnement institutionnel, à une base de données en ligne pour effectuer des recherches sur le droit, le gouvernement, l'exécution de la loi, la gestion du risque, les entreprises, le milieu universitaire et la comptabilité. (Pour l'instant, un accès doit être accordé à 28 utilisateurs. Le nombre pourrait varier de plus ou moins 10 utilisateurs, d'une année à l'autre en raison des besoins opérationnels.)

L'entrepreneur doit fournir un outil qui satisfait au moins aux exigences suivantes :

3.1 Accessibilité

- La base de données doit être accessible simultanément par 28 utilisateurs (plus ou moins 10 utilisateurs).
- L'entrepreneur doit attribuer des mots de passe aux utilisateurs désignés pour que ceux-ci puissent accéder à la base de données.
- La base de données doit permettre aux utilisateurs de modifier leur mot de passe au besoin.
- La base de données doit permettre aux utilisateurs de récupérer les mots de passe oubliés.

3.2 Exigences techniques

- La base de données doit comprendre une option permettant aux utilisateurs de sélectionner la langue par défaut (anglais ou français).
- Le contenu des articles doit être « complet »; il ne doit pas s'agir de « résumés ».
- Le contenu disponible dans la base de données doit comprendre :
 - Des renseignements de sources canadiennes et étrangères (des articles et des rapports courants ou archivés);
 - Des documents vernaculaires de sources étrangères, en plus d'outils de traduction pour faire en sorte que tous les documents soient automatiquement disponibles en français ou en anglais.
 - Un accès à au moins 40 000 sources en ligne d'une grande diversité de sources locales, nationales et internationales.
 - Des renseignements de sources d'information grand public avec un minimum de 34 années de renseignements archivés.
 - La capacité de réaliser des recherches avancées en langage booléen.
 - La capacité d'utiliser des « filtres » pour préciser les formules de recherche ou les résultats de recherche.

3.3 Entretien et soutien

- Des avis doivent être envoyés en cas d'interruptions de service prévues ou non prévues.
- Les renseignements concernant la rapidité et les paramètres techniques de la base de données doivent pouvoir être communiqués sur demande.
- L'entrepreneur doit conserver des registres sur les utilisateurs de l'ASFC et leur utilisation de la base de données.
- Chaque année, une séance de formation devra être donnée aux utilisateurs de la base de données. La logistique devra être convenue entre l'entrepreneur et le client dans les 30 premiers jours suivant l'entrée en vigueur du contrat.

Les éléments suivants sont à considérer comme des atouts :

3.4 Atouts

- Le contenu des archives de la base de données doit remonter à plus de trente-quatre (34) ans (c.-à-d. à 1979).

4. Réalisations

L'entrepreneur devra offrir un accès 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à une base de données en ligne pour effectuer des recherches sur le droit, le gouvernement, l'exécution de la loi, la gestion du risque, les entreprises, le milieu universitaire et la comptabilité. L'accès devra être accordé à 28 utilisateurs. L'abonnement devra être suffisamment flexible pour permettre l'augmentation ou la diminution du nombre d'utilisateurs pendant la durée du contrat en raison des besoins opérationnels (plus ou moins 10 utilisateurs d'une année à l'autre).

ANNEXE B**BASE DE PAIEMENT**

N° d'art.	Tableau 1 Description des produits livrables initiaux	Qté (Utilisateurs)	Prix unitaire	Prix calculé
1	Base de données de recherche en ligne L'accès de 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, devra être accordé à 28 utilisateurs. L'abonnement devra être suffisamment flexible pour permettre l'augmentation ou la diminution du nombre d'utilisateurs pendant la durée du contrat en raison des besoins opérationnels (plus ou moins 10 utilisateurs d'une année à l'autre).	28 +/- 10 utilisateurs d'une année à l'autre		
Sous-total :				
Taxe applicable:				
TOTAL :				

Année optionnelle (Année financière) 15/16				
N° d'art.	Tableau 2 Description des produits livrables initiaux	Qté (Utilisateurs)	Prix unitaire	Prix calculé
1	Base de données de recherche en ligne L'accès de 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, devra être accordé à 28 utilisateurs. L'abonnement devra être suffisamment flexible pour permettre l'augmentation ou la diminution du nombre d'utilisateurs pendant la durée du contrat en raison des besoins opérationnels (plus ou moins 10 utilisateurs d'une année à l'autre).	28 +/- 10 utilisateurs d'une année à l'autre		
Sous-total :				
Taxe applicable:				
TOTAL :				

Année optionelle (Année financière) 16/17				
N° d'art.	Tableau 3 Description des produits livrables initiaux	Qté (Utilisateurs)	Prix unitaire	Prix calculé
1	Base de données de recherche en ligne L'accès de 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, devra être accordé à 28 utilisateurs. L'abonnement devra être suffisamment flexible pour permettre l'augmentation ou la diminution du nombre d'utilisateurs pendant la durée du contrat en raison des besoins opérationnels (plus ou moins 10 utilisateurs d'une année à l'autre).	28 +/- 10 utilisateurs d'une année à l'autre		
Sous-total :				
Taxe applicable:				
TOTAL :				

Année optionelle (Année financière) 17/18				
N° d'art.	Tableau 4 Description des produits livrables initiaux	Qté (Utilisateurs)	Prix unitaire	Prix calculé
1	Base de données de recherche en ligne L'accès de 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, devra être accordé à 28 utilisateurs. L'abonnement devra être suffisamment flexible pour permettre l'augmentation ou la diminution du nombre d'utilisateurs pendant la durée du contrat en raison des besoins opérationnels (plus ou moins 10 utilisateurs d'une année à l'autre).	28 +/- 10 utilisateurs d'une année à l'autre		
Sous-total :				
Taxe applicable:				
TOTAL :				

Année optionnelle (Année financière) 18/19				
N° d'art.	Tableau 5 Description des produits livrables initiaux	Qté (Utilisateurs)	Prix unitaire	Prix calculé
1	Base de données de recherche en ligne L'accès de 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, devra être accordé à 28 utilisateurs. L'abonnement devra être suffisamment flexible pour permettre l'augmentation ou la diminution du nombre d'utilisateurs pendant la durée du contrat en raison des besoins opérationnels (plus ou moins 10 utilisateurs d'une année à l'autre).	28 +/- 10 utilisateurs d'une année à l'autre		
Sous-total :				
Taxe applicable:				
TOTAL :				

Année optionnelle (Année financière) 19/20				
N° d'art.	Tableau 5 Description des produits livrables initiaux	Qté (Utilisateurs)	Prix unitaire	Prix calculé
1	Base de données de recherche en ligne L'accès de 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, devra être accordé à 28 utilisateurs. L'abonnement devra être suffisamment flexible pour permettre l'augmentation ou la diminution du nombre d'utilisateurs pendant la durée du contrat en raison des besoins opérationnels (plus ou moins 10 utilisateurs d'une année à l'autre).	28 +/- 10 utilisateurs d'une année à l'autre		
Sous-total :				
Taxe applicable:				
TOTAL :				

ANNEXC

MODALITÉS DE LA LICENSE POUR L'EN LIGNE PRODUITS DE INFORMATION DE CANADA

1. DÉFINITIONS

Utilisateur autorisé : Employés du titulaire de licence (sur une base permanente, temporaire ou contractuelle) qui sont autorisés à accéder au réseau sécurisé à partir des installations du titulaire de licence ou d'autres endroits où les utilisateurs utilisés réalisent leurs travaux pour le titulaire de licence (y compris, entre autres, le bureau ou la demeure des utilisateurs autorisés) et qui ont reçu un mot de passe ou une autre authentification du titulaire de licence.

Utilisation commerciale : Utilisation à des fins de récompense monétaire (par ou pour le titulaire de licence ou un utilisateur autorisé) par l'entremise de la vente, de la revente, du prêt, du transfert, de la location ou de toute autre forme d'exploitation du matériel sous licence. Pour écarter tous doutes, ne constitue pas une utilisation commerciale l'utilisation par le titulaire de licence ou un utilisateur autorisé du matériel sous licence dans le cadre de travaux de recherche, du développement de produits et d'activités dans le cours normal des affaires.

Entrepreneur : Agent d'abonnement obligé de respecter les exigences du contrat et auquel le contrat est attribué.

Produit d'information en ligne : Aux fins des présentes, le terme produit d'information en ligne fait référence au matériel sous licence qui représente la version électronique du contenu publié par l'éditeur.

Titulaire de licence : Le Canada est le titulaire de licence.

Réseau sécurisé : Réseau (soit un réseau autonome ou un réseau virtuel sur Internet) auquel seuls les utilisateurs autorisés ont accès.

Serveur : Serveur, soit le serveur de l'éditeur ou le serveur d'un tiers conçu par l'éditeur, sur lequel le matériel sous licence est affiché et auquel on peut accéder.

Frais d'abonnement : Frais d'abonnement pour chaque année de la période du contrat.

Période d'abonnement : Période pendant laquelle le produit d'information en ligne est offert à l'utilisateur désigné, généralement une année civile (de janvier à décembre) et seront identifiés dans la contrat.

2. LICENCE

A. Le Canada reconnaît et accepte que le produit d'information en ligne acheté dans le cadre du présent contrat est non exclusif et non transférable, dans le monde entier, et que les utilisateurs autorisés obtiennent l'accès au produit d'information en ligne par l'entremise d'un réseau sécurisé.

B. La présente licence entrera en vigueur au début de la période d'abonnement, pour chaque produit d'information en ligne précisé dans le contrat; elle viendra à échéance à la fin de la période d'abonnement, à moins que les parties aient préalablement décidé de la renouveler.

C. L'éditeur garantit qu'il a le droit d'accorder au Canada les droits octroyés en vertu de la présente licence. L'éditeur garantit également que tous les consentements nécessaires à cet octroi ont été obtenus.

- D. L'éditeur convient que les modalités du contrat, qui comprennent la présente licence en tant qu'annexe A, remplacent toutes les modalités convenues précédemment pour ce besoin particulier. Toutes les conditions comprises dans le produit d'information en ligne, ou qui y sont jointes, le cas échéant, ne font pas partie du contrat, et par conséquent de la licence du Canada, et n'affectent aucunement les droits des parties. L'éditeur convient qu'en aucun cas le Canada ni aucun utilisateur autorisé ne devront conclure une autre entente de licence à l'égard du produit d'information en ligne ou d'une partie de celui-ci. L'éditeur reconnaît que toute autre entente de licence supplémentaire à l'égard du produit d'information en ligne signée par une personne autre que l'autorité contractante sera nulle et sans effet.
- E. Le Canada n'est pas lié par des conditions reproduites dans une licence sous emballage rétractable, ni dans toute autre licence du matériel, explicite ou implicite, et reproduite dans ou sur l'emballage ou le support d'information, ou dans toute autre modalité accompagnant le produit d'information en ligne, sans égard à tout avis contraire. Pour plus de précisions, le Canada reconnaît que l'utilisateur autorisé pourrait normalement devoir cliquer manuellement pour accepter les conditions reproduites dans une licence sous emballage rétractable afin d'obtenir accès au produit d'information en ligne. Toutefois, le Canada n'est pas lié par des conditions reproduites dans une licence sous emballage rétractable.

3. DROITS D'UTILISATION

- A. Le titulaire de licence et ses utilisateurs autorisés auront accès au produit d'information en ligne à partir du serveur par l'entremise du réseau sécurisé, pourront avoir accès en ligne au produit d'information en ligne comme décrit dans le contrat, et pourront télécharger, afficher, visualiser, extraire, consulter, recueillir, sauvegarder ou imprimer le texte, faire des copies de sauvegarde, les résultats de recherche ou d'autres renseignements, comme raisonnablement nécessaire, uniquement pour l'usage privé ou des recherches du titulaire de licence et des utilisateurs autorisés.
- B. Le titulaire de licence et ses utilisateurs autorisés peuvent fournir des copies électroniques ou imprimées des articles, chapitres ou autres éléments individuels du contenu aux organismes nationaux et internationaux de réglementation dans le but ou en prévision d'obtenir l'approbation d'un brevet ou d'une marque de commerce, ou pour tout autre aspect juridique ou réglementaire concernant les produits et les services du titulaire de la licence.
- C. Le titulaire de licence peut transmettre à une bibliothèque non commerciale située dans le même pays que le titulaire de licence, à la demande de ladite bibliothèque, une copie unique d'un document individuel soit par messenger, par courrier, par télécopieur, par courriel, par un logiciel de transmission Ariel ou de type Ariel, conformément aux dispositions de Loi sur le droit d'auteur du Canada. À des fins de précisions, l'éditeur reconnaît que la version électronique de tout document individuel peut être utilisée comme source pour les prêts interbibliothèques alors que le document électronique peut être imprimé et la copie imprimée livrée comme stipulée ci-dessus, à la condition que tous les documents fournis de cette manière comporte un avis de droit d'auteur et tous les autres avis de droits de propriété intellectuelle applicables.
- D. Le titulaire de licence et ses utilisateurs autorisés peuvent fournir des copies électroniques ou imprimées d'articles, de chapitres ou d'autres éléments individuels du contenu lorsque c'est exigé par la loi pour utilisation dans le cadre de procédures juridiques.

- E. Le titulaire de licence et ses utilisateurs autorisés peuvent fournir de manière réactive une seule copie électronique ou imprimée unique d'articles, de chapitres ou d'autres éléments individuels contenu, y compris les avis de droit d'auteur, à des tiers individuels sur demande à des fins de renseignements médicaux.
- F. Les droits accordés au titulaire de la licence en vertu de la Loi sur le droit d'auteur du Canada ne peuvent en aucun cas être modifiés ou annulés par la licence.

4. USAGES INTERDITS

4.1 Le titulaire de licence ne doit pas mener les activités suivantes et doit déployer tous les efforts commerciaux raisonnables pour éviter que les utilisateurs autorisés mènent les activités suivantes :

- (A) retirer ou altérer le nom des auteurs, l'avis de droit d'auteur de l'éditeur ou toute autre marque d'identification ou déclaration de désistement apparaissant sur le produit d'information en ligne;
- (B) tirer des copies, électroniques ou sur papier et de manière systématique, de nombreux extraits du matériel sous licence à des fins autres que celles précisées à la clause 3;
- (C) transmettre électroniquement, sauf lorsque la clause 3 l'autorise, à un utilisateur d'une autre bibliothèque une copie d'un document ou d'une partie d'un document faisant partie du produit d'information en ligne;
- (D) installer ou diffuser toute partie du produit d'information en ligne sur un réseau électronique, par exemple dans Internet et sur la Toile, autre que le réseau sécurisé;
- (E) utiliser ou aider un tiers à utiliser, directement ou indirectement, le contenu à des fins commerciales ou monétaires, y compris, sans toutefois s'y limiter, la vente, la revente, le prêt, le transfert ou le téléchargement du contenu au site Web Internet d'une entité, ou encore l'imposition de frais d'accès, à la condition toutefois, que le recouvrement des coûts directs imposés aux utilisateurs autorisés par le titulaire de licence, et l'utilisation du contenu dans le cadre de travaux de recherche financés par une organisation commerciale, ne contreviennent pas au présent sous-alinéa.

4.2 Il faut obtenir la permission explicite de l'éditeur ou de son représentant dûment autorisé avant de:

- (A) se servir du produit d'information en ligne à des fins commerciales autres que celles précisées à la clause 3;
- (B) distribuer systématiquement une partie ou l'ensemble produit d'information en ligne à des utilisateurs non autorisés;
- (C) publier, distribuer ou donner accès au produit d'information en ligne, ou aux travaux découlant partiellement ou entièrement du produit d'information en ligne, sauf où la licence l'autorise explicitement;
- (D) modifier, abrégé ou adapter le produit d'information en ligne, sauf lorsqu'il est nécessaire de le faire pour le rendre accessible aux utilisateurs autorisés, sur un écran d'ordinateur ou autre et conformément aux modalités de la licence. Afin d'éviter de semer le doute, il est interdit de modifier les mots ou l'ordre des mots.

5. OBLIGATIONS DE L'ÉDITEUR

(A) L'éditeur réserve le droit de retirer en tout temps une partie du produit d'information en ligne qu'il n'est plus autorisé à publier ou pour laquelle il a des motifs raisonnables de croire qu'elle viole le droit d'auteur, ou qu'elle est diffamatoire, obscène, illégale ou de nature répréhensible. L'éditeur informe le titulaire de la licence au plus tard soixante (60) jours avant un tel retrait. Si cette modification ou ce retrait a une incidence importante sur l'utilisation du produit par le titulaire de la licence, l'éditeur collabore avec ce dernier pour en arriver à une entente mutuellement acceptable à l'égard du remplacement du contenu ou d'un remboursement correspondant, en proportion, à la partie du matériel retirée par rapport à la portion toujours en vigueur de la période d'abonnement.

(B) Sauf dans les cas prévus expressément dans la licence, l'éditeur ne fait aucune assertion et n'offre aucune garantie d'aucune sorte, explicite ou implicite, notamment à l'égard de la conception, de la précision des données contenues dans le produit d'information en ligne ou de la qualité marchande des données ou de leur utilité aux fins d'un usage particulier. Le produit d'information en ligne est fourni " tel quel ".

(C) L'éditeur confirme au titulaire de licence que des statistiques relatives à l'utilisation en ligne des journaux et des bases de données couverts par cette licence seront fournies. L'éditeur confirme également que ces statistiques d'utilisation se conformeront aux spécifications du Code de pratiques COUNTER.

6. OBLIGATION DU TITULAIRE DE LA LICENCE

Le titulaire de la licence :

A. s'assure que seuls les utilisateurs autorisés peuvent avoir accès au produit d'information en ligne;

B. s'assure que tous les utilisateurs autorisés sont au courant de l'importance de respecter les droits de propriété intellectuelle du produit d'information en ligne et qu'ils comptent respecter les modalités de la licence;

C. assure la surveillance de la conformité et, en cas de toute utilisation non autorisée ou de toute violation, il en informe immédiatement l'éditeur et prend toutes les mesures possibles, notamment des mesures disciplinaires, pour mettre fin à ces activités et éviter qu'elles ne se reproduisent;

D. distribue des mots de passe et autres données permettant l'accès uniquement aux utilisateurs autorisés, et déploie des efforts raisonnables pour veiller à ce que les utilisateurs autorisés ne dévoient pas ces renseignements à un tiers;

E. fournit à l'éditeur, dans un délai de 30 jours suivant la date d'attribution du contrat, de l'information suffisante lui permettant de fournir un accès au produit d'information en ligne conformément à ses obligations décrites à la clause 5 (A). Si le titulaire de la licence apporte des modifications importantes à cette information, il en informe l'éditeur au plus tard dix (10) jours avant l'entrée en vigueur de la modification;

F. tient un registre complet et à jour de tous les utilisateurs autorisés et de leurs méthodes d'accès, et informe au besoin l'éditeur de tout ajout, suppression ou modification afin que ce dernier puisse donner aux utilisateurs autorisés un accès au produit d'information en ligne, conformément à la présente licence.

G. Le titulaire de la licence reconnaît que les activités de l'éditeur reposent entièrement sur les droits de propriété intellectuelle que ce dernier possède sur le produit d'information en ligne, et que toute violation de ce matériel constitue une violation de la licence, ce qui entraîne, indépendamment de la clause 9, la révocation immédiate de la licence.

7. OBLIGATIONS DES DEUX PARTIES

A. Chaque partie fait de son mieux pour protéger la propriété intellectuelle, les renseignements confidentiels et les droits de propriété de l'autre partie.

B. Aucune des parties ne devra divulguer à un tiers les modalités ou l'objet de la licence (y compris, sans toutefois s'y limiter, la liste de produits d'information en ligne et les données d'utilisation compilées et fournies) ou tout autre renseignement concernant les affaires de l'autre partie sans avoir obtenu le consentement écrit de l'autre partie. Cette disposition survivra à la résiliation de la licence, et tout renseignement obtenu de cette façon demeurera confidentiel, à la condition que cette obligation ne s'applique pas aux renseignements qui, au moment de la divulgation, sont du domaine public ou sont rendus public à n'importe quel moment par un tiers indépendant qui ne les a pas obtenus directement ou indirectement à la suite de la violation d'une entente de confidentialité conclue avec l'une ou l'autre des parties aux présentes.

8. DROITS

Le titulaire de licence paiera les droits à l'éditeur conformément au contrat.

9. MODALITÉS ET RÉSILIATION

a. En plus de la résiliation automatique (à moins qu'elle ne soit renouvelée) décrite à la clause 2, la présente licence est résiliée :

- i. si le titulaire de la licence ne verse pas les frais décrits au contrat;
- ii. si l'une des parties commet une infraction matérielle ou répétée relative à toute modalité de la licence et n'est pas en mesure de la corriger dans les trente (30) jours suivant l'avis par écrit de l'autre partie;
- iii. si l'une des parties devient insolvable ou fait l'objet d'une dissolution ou d'une faillite.

b. À la résiliation, les droits et les obligations des deux parties sont annulés automatiquement, sauf pour les cas prévus expressément dans la licence, et sauf pour les obligations concernant le produit d'information en ligne devant demeurer accessible selon la clause 9 f..

c. Au moment de la résiliation motivée de la licence, comme le précise la clause 9 a., le titulaire de la licence cesse immédiatement de distribuer ou de rendre disponible le produit d'information en ligne aux utilisateurs autorisés.

d. À la résiliation motivée de la licence par le titulaire de la licence, comme le précise la clause 9.a.(ii). dessus, l'éditeur effectue un remboursement proportionnel correspondant à la partie payée et toujours en vigueur de la période d'abonnement.

e. Le titulaire de la licence reconnaît que l'entreprise de l'entrepreneur dépend entièrement des droits de propriété intellectuelle de l'Entrepreneur sur le produit d'information en ligne, et que toute violation matérielle et persistante constitue une violation fondamentale de cette licence, auquel cas, nonobstant la clause 9, la présente licence sera immédiatement résiliée.

f. En cas de résiliation du contrat, l'entrepreneur devra fournir un accès continu pour le titulaire de licence à la portion du produit d'information en ligne (s) qui a été publié et payé au cours de la période d'abonnement, soit sous la forme d'un accès électronique en ligne ou par la fourniture de fichiers électroniques sur CD-ROM / DVD pour le titulaire ou en autorisant le titulaire à créer une (1) copie de ce contenu si l'éditeur démontre de façon satisfaisante qu'ils ne peuvent pas fournir des fichiers électroniques.

10. LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ

(a) Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'éditeur cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés.

(b) Que la réclamation soit fondée, d'un point de vue contractuel, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite, la responsabilité de l'éditeur pour tous les dommages subis par le Canada et causés par l'exécution ou la non-exécution de l'entente de licence par l'éditeur est limitée à la valeur du contrat. Cette limite ne s'applique pas à i) toute violation des droits de propriété intellectuelle ou ii) à tout manquement aux obligations de garantie.

(c) Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à un tiers dans le cadre de la présente entente de licence, que la réclamation soit déposée par le tiers auprès du Canada ou de l'éditeur. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'éditeur, l'éditeur doit rembourser ce montant au Canada.

11. GÉNÉRALITÉS

a. Toute modification apportée à la présente licence n'est valide que si elle est consignée et signée par l'éditeur ou un agent dûment autorisé, ainsi que par l'autorité contractante représentant le titulaire de la licence.

b. La présente licence ne peut être transférée par l'une des parties à une personne ou organisation, et aucune des parties ne peut céder une partie de ses obligations à un sous-traitant, sauf où cela est précisé au contrat, sans l'approbation préalable écrite de l'autre partie, l'approbation étant accordée dans des délais raisonnables.

c. Si les droits sur une partie ou sur l'ensemble du produit d'information en ligne sont transférés à un autre éditeur, ce dernier veille au maintien des modalités de la licence.

d. Ni le retard ou le défaut de l'une ou l'autre des parties de respecter toute modalité de l'entente de licence en raison de conditions hors de son contrôle comme, entre autres, des guerres, des grèves, des incendies, des inondations, des restrictions gouvernementales, des pannes d'électricité ou l'endommagement ou la destruction des installations de réseau ou des serveurs, n'est considéré comme une violation de l'entente de licence.

ANNEXE D

CRITÈRES D'ÉVALUATION

Le présent document énonce les critères qui seront utilisés pour évaluer la soumission technique du soumissionnaire et décrit le contenu requis pour procéder à l'évaluation technique.

La section 1 contient les critères d'évaluation obligatoires désignés M1 à M13.

La section 2 contient les critères d'évaluation obligatoires désignés R1 à R3.

1. CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES

Pour être jugée recevable, une soumission doit répondre à tous les critères d'évaluation obligatoires suivants. Les soumissions qui ne répondent pas à toutes les exigences obligatoires ne seront pas retenues. Ainsi, on encourage les soumissionnaires à fournir le plus de renseignements possible pour démontrer clairement qu'ils répondent aux exigences obligatoires.

Le soumissionnaire doit offrir sans frais une période d'essai pour un accès d'un (1) mois à trois (3) utilisateurs en même temps afin que les évaluateurs puissent valider les affirmations du soumissionnaire. Les comptes d'essai devront être offerts avec la soumission et être fonctionnels à la date de clôture de cette demande de proposition.

Numéro du critère	Exigence obligatoire	Déclaration de conformité et renvoi à la proposition (numéro de page de la proposition)
M1	<p>La base de données doit permettre aux utilisateurs de modifier leur mot de passe au besoin.</p> <p>La capacité susmentionnée devra être disponible pendant la période d'essai sans frais aux fins de l'évaluation.</p>	
M2	<p>La base de données doit permettre aux utilisateurs de récupérer les mots de passe oubliés.</p> <p>La capacité susmentionnée devra être disponible pendant la période d'essai sans frais aux fins de l'évaluation.</p>	
M3	<p>La base de données doit comprendre une option permettant aux utilisateurs de sélectionner la langue d'affichage (anglais ou français).</p>	

	La capacité susmentionnée devra être disponible pendant la période d'essai sans frais aux fins de l'évaluation.	
M4	<p>90% du contenu des articles doit être « complet »; il ne doit pas s'agir de « résumés ».</p> <p>La capacité susmentionnée devra être disponible pendant la période d'essai sans frais aux fins de l'évaluation.</p>	
M5	<p>Le contenu disponible dans la base de données doit comprendre des renseignements de sources canadiennes et étrangères (des articles et des rapports courants ou archivés).</p> <p>La capacité susmentionnée devra être disponible pendant la période d'essai sans frais aux fins de l'évaluation.</p>	
M6	<p>Le contenu disponible dans la base de données doit comprendre des documents vernaculaires de sources étrangères, en plus d'outils de traduction pour faire en sorte que tous les documents soient automatiquement disponibles en français ou en anglais.</p> <p>La capacité susmentionnée devra être disponible pendant la période d'essai sans frais aux fins de l'évaluation.</p>	
M7	<p>Le moteur de recherche de la base de données doit être en mesure d'effectuer une recherche dans au moins 40,000 documents en ligne et un minimum de 34 années d'informations archivées.</p> <p>Le soumissionnaire devra fournir un résumé du nombre de résultats de recherche, la période visée par les résultats de recherche et les 25 principales « sources » des résultats de recherche pour les deux (2) éléments de recherche suivants, réalisés séparément :</p> <ul style="list-style-type: none"> (1) « Basque Homeland and Liberty » (2) « Euskadi Ta Askatasuna » <p>Le résumé ne devrait pas dépasser 10 pages recto-verso, grand format. De plus, la capacité susmentionnée doit être disponible pendant la période d'essai sans frais à des fins d'évaluation.</p>	

M8	<p>La base de données proposée doit contenir des textes complets des sources d'information suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Xinhua News • Fars News Agency • African Press Organization <p>Le soumissionnaire doit fournir des liens Web qui indiquent le nom des sources indiquées ci-dessus. De plus, la capacité susmentionnée doit être disponible pendant la période d'essai sans frais à des fins d'évaluation.</p>	
M9	<p>En plus des sources d'information mentionnées au critère M8, la base de données proposée doit contenir des textes complets provenant de 25 des 30 sources d'information suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Africa News • Agency France Presse • Al-Ahram Weekly • Al Arabiya.net • All Africa Web Publications • BBC Monitoring • Bloomberg • China Daily European Edition • CQ Congressional Press Releases • Deutsche Presses – Agentur • Hindustan Times • IHS Global Insight • Intelligence Online • Interfax News Agency • ITAR-TASS • Jane's Defence Weekly • Mehr News Agency (MNA) • RIA Novosti • South Asian Times • South China Morning Post • States News Service • The Christian Science Monitor • The Guardian • The Independent • The Japan News 	

	<ul style="list-style-type: none"> • The Jerusalem Post • The New York Times • The Times of India • The Washington Post • United Press International <p>Le soumissionnaire doit donner un résumé du nombre total de sources. Le soumissionnaire doit aussi fournir des liens Web qui indiquent (1) le nombre total de sources, et (2) le nom de toutes les sources ou de tous les abonnements disponibles dans la base de données.</p> <p>*Ce résumé ne devrait pas dépasser 3 pages recto-verso, grand format. De plus, la capacité susmentionnée doit être disponible pendant la période d'essai sans frais à des fins d'évaluation.</p>	
M10	<p>La base de données proposée doit avoir la capacité de réaliser des recherches avancées en langage booléen.</p> <p>Le soumissionnaire devra fournir un résumé des formules de recherche utilisées et des 25 principaux résultats de recherche pour les deux (2) éléments :</p> <p>(1) « IRGC and Lebanon »</p> <p>(2) Articles sur « IRGC and Lebanon » publiés en 1994 seulement</p> <p>*Ce résumé ne devrait pas dépasser 10 pages recto-verso, grand format. De plus, la capacité susmentionnée doit être disponible pendant la période d'essai sans frais à des fins d'évaluation.</p>	
M11	<p>La base de données proposée doit avoir la capacité d'utiliser des « filtres » pour préciser les critères de recherche ou les résultats de recherche, comme les filtres de date ou les filtres de pays.</p> <p>Le soumissionnaire devra fournir un résumé montrant le nombre de résultats de recherche, la période visée par les résultats de recherche et les 25 principales « sources » des résultats de recherche pour l'élément suivant :</p> <p>« IRGC and Lebanon » (filtré, pour la période « 1990 à 1995 ».)</p>	

	*Ce résumé ne devrait pas dépasser 5 pages recto-verso, grand format. De plus, la capacité susmentionnée doit être disponible pendant la période d'essai sans frais à des fins d'évaluation.	
M12	<p>Le soumissionnaire doit fournir une période d'essai gratuite pour un (1) mois d'accès à trois (3) utilisateurs simultanés pour que les évaluateurs valident les revendications du soumissionnaire. Si le Canada détermine que le soumissionnaire n'a pas fourni de comptes d'essai opérationnels à la clôture des soumissions, Canada permettra au soumissionnaire l'opportunité de soumettre le nom d'utilisateur et mots de passe pour accéder à l'essai gratuit. Le défaut de fournir cet accès et les informations associées dans le délai prévu, entraînera que la soumission soit déclarée irrecevable.</p> <p>Le soumissionnaire doit offrir un identifiant d'utilisateur et un mot de passe pour un mois complet à trois (3) utilisateurs.</p>	
M13	Le soumissionnaire doit être en mesure d'offrir de la formation en groupe aux utilisateurs de sa base de données chaque année, à un maximum de 38 utilisateurs.	

2. CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS PAR POINTS

La soumission technique du soumissionnaire est évaluée sur un total de 33 points. La soumission technique doit obtenir une note minimale de 23 points (70 %) pour les critères cotés par points.

La soumission technique sera évaluée selon les catégories de critères cotés par points suivantes, pondérées en fonction du nombre maximum de points indiqué.

			Réponse du soumissionnaire	
Numéro du critère	Critère coté	Max. de points	Les points à attribuer selon le barème suivant	Déclaration de conformité et renvoi à la proposition (numéro de la page de la proposition)
R1	Points accordés pour les résultats de recherche en ligne au-delà du critère obligatoires M7.	15	40 001 à 50 000 = 5 points 50 001 à 60 000 = 10 points 60 001 et plus = 15 points	
R2	Points accordés pour les résultats de recherche au-delà des 34 années de renseignements archivés, selon le critère obligatoire M7.	8	De 34 à 40 ans = 4 points De 40 à 50 ans = 6 points Plus de 50 ans = 8 points	
R3	Points accordés pour les autres sources de d'information, tel qu'il est indiqué au critère M9.	10	26 sources = 2 points 27 sources = 4 points 28 sources = 6 points 29 sources = 8 points 30 sources = 10 points	